

Réponse de Remmedia à la consultation publique de l'ARCEP sur la numérotation

Remmedia remercie l'Autorité d'avoir ouvert à une consultation publique son projet d'évolution du plan de numérotation téléphonique et de ses règles de gestion.

Question 1. Que pensent les acteurs du scénario d'assouplissement de la contrainte géographique applicable aux numéros géographiques (partie 4 de la consultation publique) ?

La dégéographisation des numéros géographiques présente le risque pour Remmedia qu'un client qui voudrait un OZAB particulier devrait le prendre chez un grand opérateur. C'est potentiellement gênant pour offrir de la téléphonie d'entreprise mais non pour l'activité SVA.

Cette dégéographisation présente aussi des opportunités (économie de ressources de numérotation).

Une seule remarque : parler de numéros « polyvalents » est un choix peu clair. Ces numéros ne sont ni mobiles, ni des numéros de service, ni des numéros de machine à machine. Il serait plus clair de les appeler « numéros fixes interpersonnels ».

Question 2. Que pensent les acteurs des mesures proposées relatives aux évolutions européennes et nationales (partie 5) ?

5.1 Les numéros mobiles de longueur étendue seront interdits pour les communications interpersonnelles. Pas d'enjeu pour Remmedia.

5.2 Les numéros en 09 deviennent des numéros polyvalents : même remarque que pour les numéros géographiques.

5.3 Allocation d'un bloc de numéros pour les TAAF. Sans impact pour Remmedia.

Question 3. Que pensent les acteurs des mesures proposées relatives à l'amélioration des processus (partie 6) ?

6.1 Supprimer la période de gel pour les ressources orphelines. C'est une bonne mesure, qui relève du bon sens.

6.2 Modifier les conditions d'éligibilité et de recevabilité des demandes de transfert. Le passage du préavis de 2 mois à 3 mois est ainsi calqué sur le délai des processus de câblage sans frais d'Orange¹. Ce délai, défini il y a 20 ans quand les 800 commutateurs de France Telecom étaient programmés

¹ Une remarque à ce sujet (qui a trait à l'interconnexion et non au plan de numérotation) : Orange a cessé début 2019 de percevoir des frais de recâblage. Malheureusement, ce comportement vertueux n'a pas été suivi par plusieurs autres opérateurs, qui maintiennent ainsi des barrières indues au libre exercice de la concurrence.

individuellement l'un après l'autre a-t-il encore un fondement opérationnel ? Ne faudrait-il pas au contraire réduire ce délai de câblage/recâblage ?

Question 4. Que pensent les acteurs des mesures proposées relatives à la simplification et la clarification des règles (partie 7) ?

7.1 En cas de changement du taux de TVA, les tarifs des SVA définis en HT perdront en lisibilité une fois exprimés en TTC. Un des avantages de la réforme de 2015 sera ainsi perdu.

7.2 Clarifier les règles applicables aux codes MCC-MNC d'opérateur d'accès fixe à internet par très haut débit radio à 2 chiffres préalablement attribués. Remmedia n'est pas concernée.

Question 5. Que pensent les acteurs des mesures proposées relatives à l'amélioration de la gestion des ressources en numérotation (partie 8) ?

8.1 Distribuer les 0890, 0891, 0892, 0897 et 0899 par blocs de 1000 numéros au lieu de 10 000 est une mesure d'économie des ressources de numérotation qui est quasiment sans impact pour Remmedia. Ne serait-il pas envisageable de l'étendre aux 080, 081 et 082 ?

8.2 Réduire la granularité d'attribution des numéros mobiles de longueur étendue en métropole. Remmedia n'est pas concernée.

8.3 Allocation des codes R1R2. Au code R1R2 générique 99 créé il y a un an pour permettre de désigner les appels en provenance de l'international vers les SVA, l'ARCEP ajoute trois autres codes génériques qui, quand ils sont remplis par les OBL, permettent à l'opérateur SVA une localisation de l'appelant au niveau de la commune (ou de l'arrondissement pour Paris, Lyon et Marseille).

Valeur du code R1R2	Usage
00	Champs C1C2C3C4C5 inutilisés
01	Champs C1C2C3C4C5 utilisés avec un code INSEE
98	Champs C1C2C3C4C5 utilisés avec un code postal

Remmedia trouve que la création de ces nouveaux codes R1R2 génériques est une bonne mesure.

Question 6. Que pensent les acteurs des mesures proposées visant à expérimenter l'authentification de l'identifiant de l'appelant (partie 9) ?

Tant que les appels vers les SVA ne font pas l'objet d'une certification du numéro de l'appelant par STIR/SHAKEN, Remmedia n'est pas concernée.

Question 7. Les acteurs souhaitent-ils faire part à l'Autorité d'autres commentaires sur le document « *Projet de décision modifiant la décision établissant le plan national de numérotation et ses règles de gestion* » et ses annexes mis en consultation ?

Remmedia demande que la décision n° 18-0881 soit modifiée pour autoriser la domiciliation à Monaco d'éditeurs de services à valeur ajoutée accessibles par des numéros à tarification majorée. En effet, l'entraide judiciaire en matière pénale est gérée par la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, signée à Paris le 8 novembre 2005. La publication en France de cette convention a fait l'objet du décret n° 2008-1126 du 3 novembre 2008, paru au Journal Officiel de la République Française du 5 novembre 2008. Il n'y a donc pas de risque qu'un éditeur

établi à Monaco soit à l'abri de la justice ou de l'administration française, comme c'est le cas pour des éditeurs établis hors d'Europe.
